



Union  
syndicale  
**Solidaires** Rhône



## Répondre à l'urgence sociale : Toutes et tous en grève le 5 février

Depuis de nombreuses années, les politiques menées par les gouvernements successifs génèrent de fortes injustices sociales, alors qu'une autre répartition des richesses est possible. Les 57 milliards d'euros versés aux actionnaires des grandes entreprises démontrent l'ampleur des richesses créées par les travailleurs.

Gouvernement et patronat, sourds aux propositions alternatives sont responsables de la crise actuelle. Et ce ne sont pas les mesurettees annoncées par le gouvernement suite au mouvement des gilets jaunes qui répondent aux urgences sociales.

Au-delà des mobilisations des citoyen-ne-s depuis de nombreuses semaines, il est indispensable de construire en parallèle un rapport de force, notamment par la grève, pour imposer au patronat la redistribution des richesses créées par les salarié-e-s.

**L'Union Départementale CGT69, l'Union des syndicale Solidaires et la FSU du Rhône** appellent les salarié-e-s et agents de la fonction publique à se mobiliser ensemble par la grève, rejoints par les jeunes comme les retraité-e-s et les privé-e-s d'emploi en manifestations pour obtenir :

- une augmentation de tous les salaires (Smic, point d'indice ...) et pensions ainsi que des minimas sociaux et gagner l'égalité salariale Femmes/Hommes.
- une réforme de la fiscalité : une refonte de l'impôt sur le revenu pour assurer une plus grande redistribution des richesses et d'alléger le poids de l'impôt indirect (TVA, TICPE) pénalisant les salariés et les ménages par une plus grande progressivité, le paiement en France des impôts de grandes sociétés (type GAFA : Google, Amazone, FaceBook, Apple), une imposition plus forte des plus hauts revenus et de la détention de capital, à commencer par le retour de l'ISF.
- la suppression des aides publiques aux entreprises (CICE et exonérations diverses) qui ne servent ni l'emploi, ni la revalorisation des salaires, ni l'investissement dans l'appareil productif, ni la prise en compte des enjeux environnementaux et mettent à mal notre protection sociale.
- le développement des services publics, partout sur le territoire, en réponse aux besoins de la population, avec des moyens suffisants en personnels pour un bon exercice de leurs missions.
- La restauration des cotisations salariales injustement substituées par la hausse de la CSG
- le respect des libertés publiques tel que le droit de manifester remis en cause par le gouvernement.

**Nous appelons l'ensemble des salarié-e-s à tenir des assemblées générales, sur tous les lieux de travail et dans tous les secteurs professionnels, pour réussir la grève et les manifestations et débattre des suites à construire dans la durée.**

**Manifestation le Mardi 05 Février 2019**

**11h30**

**De la place Bellecour à la Préfecture (quai Augagneur)**

**En passant par la Chambre du Commerce et de l'Industrie (CCI)**